

N° DP 25/457

DECISION DU PRESIDENT

AVENANT N°1 AU MARCHE 94RL24 REHABILITATION DE L'OPERA DE TOULON - 1ERE PHASE LOT N°3 : RESTAURATION DE FACADE EN PIERRE

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'article R. 2194-8 du Code de la Commande Publique qui indique que le marché peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur aux seuils européens qui figurent dans l'avis annexé au présent code et à 15 % du montant du marché initial pour les marchés de travaux, sans qu'il soit nécessaire de vérifier si les conditions prévues à l'article R. 2194-7 sont remplies,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le marché n°94RL24 relatif à la réhabilitation de l'opéra de Toulon – 1^{ère} phase – Restauration de façade en pierre, notifié le 23 juillet 2024 à SELE pour un montant de 371 678,51 € HT,

VU le projet d'avenant n°1, ci-annexé,

VU l'avis de la Commission d'Appel d'Offres en date du 22/04/2025,

CONSIDERANT que l'exécution des travaux de restauration de la façade en pierre de l'Opéra de Toulon a fait apparaître le besoin d'adaptation techniques et de prestations complémentaires,

CONSIDERANT que les ajustements concernent les panneaux de communication sur palissades de chantier, les installations de chantier, les protections de l'orgue et du rideau pare-flamme, l'échafaudage, le mur pignon, la rehausse de lettres et la mise en œuvre d'un corps d'enduit à la chaux,

CONSIDERANT que ces travaux engendrent une moins-value de 32 553,00 € HT et une plus-value de 48 142,76 € HT soit une incidence financière de 21 740,69 € HT,

CONSIDERANT que le montant total du marché est donc porté de 371 678,51 € HT à 393 419,20 € HT, soit une augmentation de 5,85 %,

CONSIDERANT que le présent avenant n°1 prolonge le délai initialement fixé au 30 avril 2025,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE SIGNER l'avenant n°1 ci-annexé au marché 94RL24 avec SELE pour un montant de 21 740,69 € HT ainsi que tous les actes nécessaires à son exécution.

ARTICLE 2

DE DIRE que les crédits sont inscrits au budget principal, opération 22135.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **24 AVR. 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





1000 844-2 9

Marché n°94RL24

Travaux de réhabilitation de l'Opéra de Toulon – 1^{ère} phase Restauration de façade en pierre

AVENANT N° 1

A - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE MARCHÉ

Etablissement Public :	Métropole Toulon Provence Méditerranée, représentée par Jean-Pierre GIRAN Président en exercice ;
Direction :	Direction Générale des Services Techniques
Service :	Direction des Constructions
Titulaire initial de l'accord-cadre :	SELE
Date de notification :	23/07/2024
Objet du marché :	Travaux de réhabilitation de l'Opéra de Toulon – 1 ^{ère} phase – Restauration de façade en pierre
Durée du marché :	6 mois
Montant annuel du marché :	371 678,51€ HT
Imputation budgétaire :	Budget Principal Autorisation de programme 2022-OPERA, opération 22135
Annexe :	Devis n°2025/1265 de la société SELE

ENTRE LES SOUSSIGNES

Métropole Toulon Provence Méditerranée, représentée par Jean-Pierre GIRAN, Président, agissant au nom et pour le compte de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

D'une part,

Et
La société SELE – mandataire représentée par Rodrigue GRIFFOND

D'autre part,

IL A ETE ENTENDU ET CONVENU CE QUI SUIT :

B - OBJET DE L'AVENANT

Article 1 : Objet de l'avenant

Dans le cadre des travaux de restauration de la façade en pierre de l'Opéra de Toulon, des adaptations techniques apparaissent nécessaires et engendrent des modifications de prestations ainsi que des prestations complémentaires à effectuer.

Les panneaux de communication doivent rester affichés pendant la durée des travaux des phases 1 et 2 (3,5 ans) au lieu de la 1^{ère} phase uniquement (6 mois) et doivent donc avoir une résistance et durabilité supérieure à celle prévue initialement.

Un aménagement de vestiaire et sanitaire pour les ouvriers du chantier est nécessaire à l'intérieur de l'opéra, l'emprise de la zone d'installation de chantier à l'extérieur de l'opéra ne pouvant être étendue afin de conserver les zones de déchargement de véhicule et de stockage.

Les garde-corps situés sur le trottoir du boulevard Strasbourg doivent être prolongés par la mise en place de grilles Héras afin de sécuriser le cheminement des piétons durant la présence de l'échafaudage.

La protection provisoire étanche de l'orgue qui était prévue ne doit pas être mise en place car l'orgue va être déposé avant la réalisation des travaux.

La protection provisoire étanche du rideau de fer ne doit pas être réalisée car il est dans un état trop dégradé.

L'échafaudage situé en façade Nord de l'opéra ne doit pas être déposé car il pourra servir aux travaux de réfection de la toiture de la partie administrative.

Les anciens IPN (poutre en acier) et trappes doivent être retirés.

Deux des lettres du nom d'un compositeur situé sur une des statues ne sont plus lisibles et nécessitent une légère gravure puis la mise en œuvre d'une patine.

Un corps d'enduit à la chaux doit être mis en place sur les murs d'une pièce du foyer Lili Pons au pourtour des peintures murales existantes afin qu'elles ne se désolidarisent pas du support.

Article 2 : Incidence financière

Les travaux relatifs aux panneaux de communication, à l'installation de chantier, aux protections et à l'échafaudage représentent une moins-value de 32 553€ HT.

Les travaux relatifs aux panneaux de communication, à l'installation de chantier, au mur pignon, à la rehausse de deux lettres et à la mise en place d'un corps enduit à la chaux représentent une plus-value de 48 142,76 € HT.

La présent avenant n°1 a une incidence financière à hauteur de 21 740,69 € HT ce qui représente une augmentation de 5,85% par rapport au montant initial notifié et porte le montant du marché à 393 419,20 € HT.

Article 3 : Délais

Le présent avenant 1 prolonge le délai initialement fixé au 30 avril 2025.

Article 4 : Autres clauses du marché

Toutes les clauses du marché initial demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions contenues dans le présent avenant n°1, lesquelles prévalent en cas de différence.

Article 5 : Date d'effet

Le présent avenant n°1 prend effet à compter de sa date de notification.

C – SIGNATURES

Fait à Toulon, le

Pour la Métropole Toulon Provence
Méditerranée
Le Directeur général adjoint des services

Claude WEISSE

Pour la société SELE

Rodrigue GRIFFOND

**Rodrigue
Griffond**
Signature
numérique de
Rodrigue Griffond
Date : 2025.04.18
17:22:10 +02'00'

Saint Cannat, le 7 mars 2025

83 - Toulon - Opéra

Lot 3: RESTAURATION DE FACADE EN PIERRE

Devis n° 2025/1265

N°	Désignation des ouvrages	U	Quantité	Prix unitaire (Euros)	Montant H.T (Euros)
	<u>Travaux en moins value</u>				
3.1.2.1	FOURNITURE, MISE EN PLACE ET DEPOSE DE PANNEAU DE CHANTIER	U	-3,00	1 100,00 €	-3 300,00 €
3.1.2.3	PANNEAUX DE COMMUNICATION SUR PALISSADES	U	-60,00	73,50 €	-4 410,00 €
3.1.3.2	LOCATION DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE DE CHANTIER	FT	-1,00	1 470,00 €	-1 470,00 €
3.1.3.5	LOCATION DE L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DU CHANTIER	FT	-1,00	323,00 €	-323,00 €
3.2.1	PROTECTION PROVISOIRE ETANCHE DE L'ORGUE EXISTANT	FF	-1,00	1 100,00 €	-1 100,00 €
3.2.2	PROTECTION PROVISOIRE ETANCHE DU RIDEAU DE FER EXISTANT	FF	-1,00	10 050,00 €	-10 050,00 €
	Moins value sur la dépose des échafaudages en façade Nord	Ens	1,00	-11 900,00 €	-11 900,00 €
	<u>Travaux en plus value</u>				
	TRAVAUX INSTALLATIONS DE CHANTIER SUPPLEMENTAIRES				
	Installation de chantier supplémentaire au sein des locaux de l'opera comprenant fourniture mise en place et dépose en fin de chantier de mobilier et entretien (Planning 9 mois)	men	9,00	264,20 €	2 377,80 €
	Fourniture, mise en place et dépose grille heras de sécurisation boulevard Strasbourg	FF	1,00	840,80 €	840,80 €
	TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES MUR PIGNON				
	Dépose de 2 IPN et reprise de maçonnerie au droit du mur pignon	FF	1,00	3 827,60 €	3 827,60 €
	Dépose de 2 trappes métalliques de dimension 90cm x90 cm, obturation en maçonnerie	FF	1,00	2 543,60 €	2 543,60 €
	Dépose de 2 trappes métalliques de dimension 20cm x 50 cm, obturation en maçonnerie	FF	1,00	1 905,20 €	1 905,20 €
	PANNEAUX DE COMMUNICATION SUR PALISSADES				
	DIMENSIONS 2m x2,5m				

<p>PANNEAU EN DIBOND AVEC LAMINATION ANTI GRAFFITIS Épaisseur : 3 mm Matériau composite : structure en sandwich où deux plaques d'aluminium sont thermoliées à une plaque centrale de polyéthylène solide, conçu de façon à garder sa grande rigidité et sa planéité. Matière inoxydable, imputrescible, résiste à la corrosion, aux UV et aux chocs Impression numérique UV quadrichromie HD 1440 dpi Format : 2000 x 2500 mm / 43 exemplaires Impression numérique quadrichromie HD 1440 dpi Impression certifié ECO LABEL HP / GREENGUARD GOLD Adhésif polymère : Media : Hexis V200WG1 Lamination Anti-Graffiti UV polymère / Media: Hexis AG436M (aspect mat) Adhésif garanti 5 ans</p> <p>Réalisation d'une réhausse de 2 lettres de noms de compositeurs, légèrement gravées et mise en œuvre d'une patine</p> <p>MISE EN OEUVRE D'UN CORPS D'ENDUIT A LA CHAUX AU POURTOUR DES PEINTURES MURALE RDC ZONE D, SUITE DECROUTAGE PAR LE DESAMIANTEUR Mise en place d'un échafaudage roulant Préparation de support : bouchage des saignées et percements divers, refichage des joints, relancis pour cohésion des maçonneries Réalisation d'un solin périphérique préventif et de stabilisation au mortier maigre avec l'accompagnement d'un restaurateur, afin d'éviter tout risque de migration d'humidité au droit des peintures Corps d'enduit à la chaux NHL 3,5 et sable 0-4 en élévation (dans la pièce de la cheminée déposée) surface peintures murales déduites (finition non prévue)</p> <p>Travaux au droit de l'ancienne cheminée Nota : Complément de diagnostic ou rapport de fin de travaux suite au désamiantage nécessaire pour engager l'intervention Purge manuelle de la zone à l'arrière de la cheminée présentant un dépôt de suie, compris remaillage éventuel et coltinage évacuation des gravats</p>	U	43,00	717,60 €	30 856,80 €
	FF	1,00	384,50 €	384,50 €
	F	1,00	1 931,05 €	1 931,05 €
	m²	72,00	39,78 €	2 864,16 €
	F	1,00	613,05 €	613,05 €
	m²	72,00	82,09 €	5 910,48 €
	m2	3,00	79,55 €	238,65 €

Durée de validité du devis :

Délai d'intervention :

Durée d'intervention :

En cas d'acceptation de notre devis et de travaux bénéficiant d'un taux de T.V.A réduit, merci de compléter et de joindre une attestation simplifiée (CERFA N°1301-SD)

MONTANT TOTAL HT	21 740,69 €
T.V.A. 20,00%	4 348,14 €
MONTANT TTC du DEVIS (VALEUR MARCHE)	26 088,83 €

Bon pour accord :

A:

le : / /

CONDITIONS GENERALES D'INTERVENTION

Objet et domaine d'application

- 1.1 Les présentes conditions ont pour objet de préciser les clauses générales d'exécution et de règlement applicables aux travaux de l'entreprise.
- 1.2 La Norme NF P03 - 001 « Cahier des clauses administratives générales applicable aux travaux de bâtiment faisant l'objet de marchés privés », est applicable sauf dérogations dans les présentes conditions générales.
- 1.3 Les présentes conditions générales prévalent sur toutes autres conditions générales qui pourraient leur être opposées.
- 1.4 L'entreprise se réserve le droit de sous-traiter tout ou partie de son marché.

Conclusion du marché

- 2.1 L'offre de l'entreprise a une validité de 30 jours à compter de sa date d'établissement, pendant cette période le marché est conclu par son acceptation par le maître de l'ouvrage ou son mandataire. Au-delà de cette période l'entreprise n'est plus tenue.
- 2.2 Un exemplaire de l'offre retourné signer par le maître de l'ouvrage a valeur contractuelle, et constitue l'acceptation du client.
- 2.3 Le maître de l'ouvrage s'engage, avant conclusion du marché, à informer l'entrepreneur par lettre recommandée avec accusé de réception s'il entend demander un prêt pour payer en totalité ou en partie les travaux, faute de quoi, il est réputé ne pas emprunter et perdre le bénéfice des dispositions de la loi n° 79-596 sur le crédit immobilier et de la loi n° 76-22 sur le crédit à la consommation.

Conditions d'exécution des travaux

- 3.1 Les travaux seront conformes aux spécifications des normes et DTU en vigueur au jour de l'offre. En cas de dérogation à ces documents, demandée par le maître de l'ouvrage, aucune garantie ne pourra s'appliquer à travaux.
- 3.2 L'entreprise n'est assurée que pour la couverture des risques mettant en jeu sa responsabilité. L'attestation d'assurance sera fournie sur demande.
- 3.3 Il ne pourra être fait grief à l'entrepreneur des conséquences dues à l'état même des ouvrages sur lesquels seront exécutés les travaux.
- 3.4 Le délai d'exécution prévu à l'offre commencera à courir à compter de la réception par l'entreprise de l'acompte à la commande.
- 3.5 Le délai d'exécution sera prolongé de plein droit dans les cas prévus par la Norme NF P03-001, en cas de retard dans la mise à disposition des locaux et dans le cas prévu à l'article 9.2.
- 3.6 L'eau, l'électricité, les accès, les aires de stockage et d'installation nécessaires à la réalisation des travaux seront mis à la disposition de l'entreprise en quantités suffisantes, gratuitement et à proximité des travaux.

Rémunération de l'entrepreneur

- 4.1 Sauf stipulations contraires, les travaux prévus à la présente offre sont toujours estimatifs et ne sauraient, en aucun cas, être considérés comme définitifs.
- 4.2 La facturation définitive correspondra au montant du décompte définitif établi par l'entreprise en prenant en compte les travaux réellement exécutés, y compris les éventuels travaux supplémentaires.
- 4.3 Nos prix seront révisés à la date de réalisation des travaux faisant l'objet de la demande de règlement (mois m) par application du coefficient de variation de l'indice BT03 ou par application d'une formule définie aux conditions particulières. L'indice initial est celui connu à la date de remise de l'offre, l'indice du mois de révision sera pris avec le même décalage.

Travaux supplémentaires, urgents ou imprévisibles

- 5.1 Tous travaux non prévus explicitement dans l'offre seront considérés comme travaux supplémentaires, toutefois, ils donneront lieu à la signature d'un avenant ou d'un ordre de service avant leur exécution.
- 5.2 L'entrepreneur est habilité à prendre en cas d'urgence, toutes dispositions conservatoires nécessaires, sous réserve d'en informer le maître de l'ouvrage.

Hygiène et sécurité

- 6.1 Des locaux décentes à usage de vestiaires, réfectoire et WC devront être mis à la disposition du personnel de l'entreprise par les soins du maître de l'ouvrage en quantités suffisantes, gratuitement et à proximité des travaux. Le chantier devra être équipé d'un branchement d'eau potable et d'une arrivée en courant. En cas

d'impossibilité ou d'insuffisance, les installations nécessaires seront facturées au maître de l'ouvrage.

- 6.2 L'entrepreneur ne peut être tenu d'effectuer des travaux dont l'exécution présenterait un caractère dangereux, sans que soient mis en place les systèmes de préventions réglementaires.

Réception des travaux

- 7.1 La réception totale ou partielle des travaux a lieu dès leur achèvement. Elle est prononcée à la demande de l'entrepreneur, par le maître de l'ouvrage, avec ou sans réserves.
- 7.2 A défaut, elle résulterait automatiquement de la prise de possession des lieux par le maître de l'ouvrage.
- 7.3 La réception libère l'entrepreneur de toutes les obligations contractuelles autres que les garanties légales.
- 7.4 Les motifs de refus de réception doivent être précisés par lettre recommandée avec accusé de réception dans les trois jours suivant la demande de l'entreprise. Si la visite a eu lieu, les motifs doivent être indiqués sur le procès-verbal de refus.
- 7.5 Si la réception doit intervenir judiciairement, les frais correspondants seront à la charge du maître de l'ouvrage.

Paielements

- 8.1 A la commande, acompte de 30% du montant du marché. En cours de travaux l'entreprise pourra demander le paiement d'acomptes au prorata de l'avancement. En fin de travaux facturation du solde.
- 8.2 Il n'y aura pas de retenue de garantie.
- 8.3 Les demandes de paiement et factures seront réglées à l'entreprise par chèque sous 30 jours après leur réception. Aucun escompte pour règlement anticipé et pénalités de retard d'une fois et demie le taux d'intérêt légal en cas de dépassement du délai de paiement.
- 8.4 En cas de non-paiement à échéance, l'entrepreneur pourra suspendre les travaux dans un délai de 30 jours, après mise en demeure préalable au maître de l'ouvrage restée infructueuse.

Garanties de l'entreprise

- 9.1 L'entrepreneur demeure propriétaire de l'ouvrage qu'il a exécuté jusqu'à l'entier paiement de la créance née du marché. Cette disposition ne fait pas obstacle à la prise de possession de l'ouvrage et ne modifie pas les obligations de l'entrepreneur telles que fixées aux articles 1788, 1792 et suivants et 2270 du Code Civil.
- 9.2 Lorsque le montant des travaux, déduction faite de l'acompte versé à la commande, est supérieur à 12 000 euros hors taxes, le maître de l'ouvrage doit en garantir le paiement de la façon suivante :
 1. Lorsqu'il recourt à un crédit destiné exclusivement au paiement des travaux objet du marché, le maître de l'ouvrage fera le nécessaire pour que les versements, effectués par l'établissement prêteur, parviennent à l'entrepreneur aux échéances convenues dans le marché (2^{ème} alinéa de l'article 1799-1 du Code Civil). Le maître de l'ouvrage adresse à l'entrepreneur copie du contrat attestant de la délivrance du prêt.
 2. Lorsqu'il ne recourt pas à un crédit spécifique travaux, le maître de l'ouvrage fournit, au plus tard à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant la conclusion du marché, une garantie bancaire établie selon le modèle ci-joint.
Tant que la garantie bancaire ou l'attestation du crédit n'est pas fournie, l'entrepreneur ne commencera pas les travaux. Le délai d'exécution est prolongé en conséquence, si la date prévue pour le début des travaux est antérieure à celle de la fourniture du cautionnement ou de l'attestation du prêt.

Propriété intellectuelle

- 10.1 Les études, devis et documents de toute nature remis ou renvoyés par l'entreprise restent toujours son entière propriété, ils doivent être rendus sur sa demande.
- 10.2 L'entreprise conserve intégralement la propriété intellectuelle de ses études, qui ne peuvent être communiqués, ni reproduits, ni exécutés, sans son autorisation écrite.

Contestation

- 11 Lorsqu'une des parties ne se conforme pas aux conditions du marché, l'autre partie la met en demeure d'y satisfaire par lettre recommandée avec accusé de réception.
- 12 Sauf dispositions contraires du marché, les litiges seront portés devant le tribunal du lieu du domicile du débiteur.